



## 12<sup>e</sup> session du groupe de travail de l'Examen périodique universel

### HAÏTI

(Genève, le 13 octobre 2011)

#### Intervention du Luxembourg

Madame la Présidente,

Le Luxembourg se joint aux mots de bienvenue et de remerciement adressés à la délégation haïtienne.

18 mois après le violent séisme qui a frappé le pays et face aux défis que représente le processus de reconstruction, nous reconnaissons que les autorités de l'Haïti ont préparé ce rapport national dans des conditions très difficiles.

Le Luxembourg souhaiterait concentrer son intervention sur trois sujets :

1. Le Luxembourg s'inquiète de la persistance de nombreuses **violences à l'encontre des femmes et des filles**, notamment de celles vivant dans les camps de déplacés internes ou encore dans des zones isolées. Il déplore aussi la persistance de la discrimination à l'encontre de la femme, notamment en matière d'éducation, travail et santé, telle que relevée par le Comité pour l'élimination des discriminations à l'égard des femmes. Le Luxembourg recommande à Haïti d'entreprendre de nouvelles actions pour mettre fin aux violences contre les femmes et les filles et aussi de tout mettre en œuvre, afin que les pratiques discriminatoires soient éliminées.
2. Le rapport national relève que la problématique du **droit à l'alimentation** constitue une préoccupation majeure pour le gouvernement haïtienne. La situation concernant l'accès à l'eau et l'assainissement de base, notamment dans les zones isolées et rurales, reste également préoccupante. Le Luxembourg recommande donc qu'une attention particulière soit réservée au respect des droits sociaux, économiques et culturels y compris au droit à l'alimentation. Dans ce contexte, le Luxembourg recommande en particulier que Haïti et ses partenaires réservent une suite favorable à la proposition que M. Bill Clinton a faite devant une Commission du Sénat américain en mars 2010 visant à modifier les politiques de libéralisation économique qui ont tant affecté les petits producteurs surtout de riz et de permettre au pays de retrouver son autosuffisance alimentaire.

3. Dans son rapport national, Haïti souligne aussi le défi majeur que constitue la traite des personnes et indique dans ce contexte le problème de la **domesticité infantile**. Tout en reconnaissant que des mesures ont été prises pour faire face à ce phénomène, il y a lieu de constater que la vulnérabilité des enfants et des adolescents, qui était déjà considérable, s'est encore aggravée après le séisme de 2010. Le Luxembourg recommande de tout mettre en œuvre pour lutter contre l'exploitation des enfants et notamment de donner suite aux recommandations formulées par l'expert indépendant à ce sujet.

Madame la Présidente,

Nous saisissons enfin cette occasion pour saluer le large processus de consultation qui a accompagné l'élaboration du rapport des autorités haïtiennes. Le Luxembourg appelle de ses vœux la poursuite de ce dialogue au-delà de cet exercice et espère que ce dialogue permettra le développement d'une société civile indépendante et dynamique en Haïti.

Je vous remercie.